

Ehpad Mougins: "On nous prend pour des guignols!", le maire Richard Galy en colère après la mort de 29 personnes

PAR AFP Mis à jour le 04/04/2020 à 20:18 Publié le 04/04/2020 à 15:55



Richard Galy, le maire de Mougins, ne mâche pas ses mots. Photo archives Patrice Lapoirie

"Incompréhensible, insupportable!": maire de Mougins, près de Cannes, où le Covid-19 a tué 30% des résidents d'un Ehpad, le Dr Richard Galy déplore les directives sanitaires qui l'empêchent de traiter ses patients "en âme et conscience", y compris avec de la chloroquine.

Médecin de ville depuis 40 ans et maire depuis bientôt 20 ans, réélu au 1er tour en mars, il alterne les consultations au cabinet ou par internet et les réunions de crise, "pas fatigué du tout" mais "en colère" et avec "l'impression qu'on ne sert à rien!".

En deux semaines, "La Riviera", l'un des quatre établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de la commune, a enregistré 29 décès sur près 110 résidents, victimes directes ou indirectes du Covid-19. Le dépistage intégral du personnel et des pensionnaires commence seulement.

"Si j'avais mon père ou ma mère dans l'établissement, la première chose que je ferais serait de le retirer. Ça fait quasiment deux semaines que je demande de tester tout le monde. (...) De jour en jour, le nombre de personnes touchées a augmenté ainsi que le nombre de morts. (...) C'est quelque chose d'apocalyptique, une hécatombe", confie à l'AFP l'élue LR qui a proposé de réquisitionner un hôtel pour les personnes encore valides.

Une solution refusée vendredi lors d'une réunion avec l'Agence régionale de santé (ARS), la sous-préfecture de Grasse et le groupe Korian qui gère l'Ehpad. "De quelles normes parle-t-on lorsqu'il s'agit de sauver des vies ?", a protesté l'élue médecin dans un communiqué "coup de gueule".

"On nous prend pour des Guignols!"

"On nous prend pour des guignols!", s'insurge-t-il. Selon lui, les généralistes auraient dû être en première ligne dès le début de l'épidémie pour soulager les hôpitaux et les services du 15.

"Si on avait imaginé que les médecins de ville puissent faire un tri, on aurait déjà mieux géré la situation initiale. Maintenant, on nous dit qu'on peut voir nos patients, y compris ceux qui ont des

signes de Covid-19, mais on ne peut pas les soigner!", déplore-t-il.

Pour lui, *"c'est incompréhensible qu'on ne puisse pas avoir en vente en ville, sur ordonnance bien sûr, l'hydroxychloroquine qu'on ordonne depuis des années"* et l'azithromicine (deux molécules dont la combinaison pour traiter le Covid-19 fait actuellement débat, ndlr), qu'il voudrait pouvoir prescrire avec les précautions d'usage *"dès les premiers signes"* d'infection.

"C'est là que l'antiviral marche, pas dans la 2e phase quand il faut une vraie réanimation dont on n'a aucune chance de se sortir quand on est très âgé", affirme-t-il.

"On se trouve devant des patients en train de mourir sous nos yeux et pour lesquels on ne peut rien, surtout les plus âgés. (...) Le protocole aujourd'hui c'est les 4 ou 5 premiers jours Doliprane et les 4 jours qui suivent, morphine pour accompagner à la mort, c'est ça qu'on nous demande et c'est insupportable!", décrit-il.

"Frustrés et vexés"

Des études ont été lancées pour tester la bithérapie préconisée notamment par le Pr Didier Raoult qui dirige à Marseille l'institut hospitalo-universitaire Marseille Méditerranée.

"Les méthodologistes font leur travail, ils le font très bien. N'empêche que nous, on a à sauver des vies (...), on n'a pas le temps d'attendre les recommandations. Elles viendront, mais ce que j'attendrais du gouvernement, c'est qu'il nous laisse la possibilité en notre âme et conscience de continuer à faire notre métier, en l'état actuel de la science et des connaissances, puisqu'on connaît les effets secondaires" de ce traitement, ajoute le Dr Galy.

"De manière générale, les médecins sont extrêmement frustrés, vexés. On est quand même plus de 100.000 sur le territoire et on serait les premiers à pouvoir soigner nos patients", dit-il.

"Aujourd'hui on est médusé par les instructions qui nous sont données et nous empêchent de prendre nos responsabilités, y compris pénales, dans le choix d'un traitement et dans l'exercice de notre métier, c'est terrible!"

"Au nom du principe de précaution, les gouvernants ne veulent plus assumer de responsabilités, mais on ne leur demande pas d'assumer les responsabilités du médecin!", plaide-t-il. *"Il faudrait vraiment qu'ils évoluent sur leur stratégie de traitement du Covid".*

>>RELIRE. [Catastrophe sanitaire à l'Ehpad de Mougins: "Que chacun prenne ses responsabilités", réagit le maire](#)